



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DRS-2500040 du 26/01/2026

**RELATIF À LA FOURNITURE DE PRESTATIONS DE
MAINTENANCE DES LICENCES DU LOGICIEL D'ANALYSE ET
D'INTERROGATION MULTICRITÈRES COGNOS BI, ACQUISES
PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
(DGFIP).**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ.....	6
1.1 – OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.2 – PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE / LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
1.3 – FORME ET DURÉE.....	6
1.3.1 – <i>Forme du marché</i>	6
1.3.2 – <i>Durée du marché</i>	6
1.4 -MONTANT MAXIMAL DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	7
ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS.....	8
3.1 – <i>Modalités d'émission des bons de commande</i>	8
3.2 - <i>Mentions devant figurer sur un bon de commande</i>	8
ARTICLE 4 - VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ATTESTATION DU SERVICE FAIT.....	9
ARTICLE 5 - ÉVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	9
ARTICLE 6 - PRIX.....	10
6.1 – <i>Modalités de détermination des prix</i>	10
6.2 – <i>Modalités d'actualisation des prix</i>	10
ARTICLE 7 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	11
7.1 – <i>Facturation</i>	11
7.2 – <i>Transmission des factures</i>	11
ARTICLE 8 - DÉMATÉRIALISATION.....	12
ARTICLE 9 - RÈGLEMENT.....	13
9.1 – <i>Paieement</i>	13
9.2 – <i>Intérêts moratoires</i>	13
ARTICLE 10 - ORGANISATION DU TITULAIRE.....	13
10.1 – <i>Sous-traitance</i>	13
10.2 – <i>Groupement</i>	14
ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	14
11.1 – DROITS DU TITULAIRE.....	14
11.1.1 – <i>Avance</i>	14

SOMMAIRE

11.1.2 – Cession ou nantissement de créances.....	14
11.1.3 – Garantie à première demande ou caution.....	15
11.2– OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL.....	15
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE LA DGFIP.....	15
12.1 – SÉCURITÉ.....	15
12.2 – ENVIRONNEMENT LOGISTIQUE.....	15
ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITÉ.....	15
ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE.....	16
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS.....	16
15.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD ET DÉFAUT DE PRISE EN COMPTE DES ANOMALIES.....	16
15.2 – PÉNALITÉS POUR INDISPONIBILITÉ DU LOGICIEL.....	17
15.3 – PÉNALITÉ POUR SOUS-TRAITANCE NON DÉCLARÉE.....	17
15.4 – PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	17
15.5 – IMPUTATION DES PÉNALITÉS.....	17
ARTICLE 16 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	18
ARTICLE 17 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	18
ARTICLE 18 - RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 19 - GESTION DES DIFFÉRENTS ET DES CONTENTIEUX.....	19
19.1 – RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENTS INTÉGRANT LE RECOURS À LA MÉDIATION INTERNE.....	19
19.2 – JURIDICTION COMPÉTENTE.....	20
ARTICLE 20 – LANGUE ET MONNAIE.....	21
ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 2021 DES MARCHES PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION.....	21
ARTICLE 22 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	21
ARTICLE 23 – LES INTERVENANTS AU MARCHÉ.....	22
23.1 – LES INTERVENANTS DU TITULAIRE.....	22
23.1.1 – Interlocuteur unique.....	22

SOMMAIRE

23.1. 2 – <i>Interlocuteurs techniques</i>	22
23.2 – LES INTERVENANTS DE LA DGFIP.....	22
ARTICLE 24 - PRESTATIONS ATTENDUES.....	22
24.1 – MAINTENANCE CORRECTIVE.....	23
24.1.1 – <i>Processus d'intervention</i>	23
24.1.2 – <i>Modalités d'intervention</i>	25
24.2 – MAINTENANCE ÉVOLUTIVE.....	25
24.3 – TÉLÉASSISTANCE.....	25
ARTICLE 25 - CONCESSION DE DROIT D'USAGE DE LOGICIELS ET ÉTENDUE DES DROITS CONCÉDÉS	25
25.1 – INTERDICTION DE CÉDER LES LOGICIELS.....	25
25.2 – AUTORISATION DE COPIER.....	26
25.3 – DÉCOMPILATION.....	26
25.4 – PERTE OU DÉTÉRIORATION.....	26
25.5 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	26
ARTICLE 26 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	27
26.1 – DÉMATÉRIALISATION DES LIVRABLES ET DÉPLACEMENTS.....	27
26.2 – TRANSMISSION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES).....	27
26.3 – RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE.....	27
ARTICLE 27 - CLAUSE SOCIALE : ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU PRÉSENT MARCHÉ.....	28

GLOSSAIRE

Aux fins du présent marché, les termes employés auront la signification suivante :

CCP : Cahier des clauses particulières.

DGFIP : Direction générale des Finances publiques.

Produits Supportés signifie les produits pour lesquels la DGFIP a commandé la maintenance et le support précisés en annexe de l'acte d'engagement.

Nouvelle Version signifie un logiciel contenant de nouvelles fonctions modifiant un logiciel ancien (AFNOR).

Mise à jour signifie une modification apportée à un produit supporté ou une documentation utilisateur afin de corriger une erreur ou améliorer les performances du produit et pour lequel le Titulaire, à sa seule discrétion, change le chiffre à droite du premier point décimal dans le numéro de la version du produit, comme par exemple, un changement de version 5.00 en 5.10. Une mise à jour ne veut pas dire un nouveau produit. ~~ni une nouvelle version.~~

Problème Logiciel signifie le cas où un produit supporté ne fonctionne pas conformément aux spécifications de la documentation utilisateur.

Correction d'un Problème Logiciel signifie le fait de faire en sorte que le produit supporté fonctionne conformément aux spécifications de la documentation utilisateur.

ARTICLE 1 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de maintenance et le support pour les licences du logiciel d'analyse et d'interrogation multicritères Cognos BI acquises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Ces licences ont fait l'objet d'une concession de droit d'usage perpétuelle à la DGFIP dans le cadre d'un marché précédent.

La DGFIP dispose actuellement de la version 11 du logiciel Cognos BI.

Les prestations recherchées sont décrites dans la partie « clauses techniques » infra (à partir de l'article 23).

1.2 – PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE / LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées en région Parisienne et plus particulièrement à Versailles (78) et Noisy-le-Grand (93).

1.3 – FORME ET DURÉE

1.3.1 – Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire, dont les prestations sont réalisées sur la base d'unités d'œuvre à prix unitaires exécutées par bons de commande.

Le marché est composé d'un lot unique en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique.

1.3.2 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa prise d'effet qui correspond à la plus tardive de ces deux dates :

- soit le 21 juin 2026 ;
- soit la date de notification.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement à la date anniversaire de sa prise d'effet, par période de douze (12) mois. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Le marché comporte au maximum trois (3) reconductions après la période initiale. Il a une durée totale maximale de quarante-huit (48) mois.

Les dispositions du présent document s'appliquent à la période initiale et à chaque période de reconduction.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire le marché, elle notifie sa décision au titulaire au minimum un (1) mois avant sa date anniversaire de prise d'effet. Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

1.4 -MONTANT MAXIMAL DES PRESTATIONS

Le présent marché est conclu sans minimum en quantité ou en valeur.

En application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, le montant maximum du marché est fixé à 1 300 000 € HT (soit 1 560 000 € TTC) pour sa durée maximale de quatre (4) ans.

~~L'atteinte de la valeur maximale fixée entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité du marché.~~

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- **l'acte d'engagement** (DGFIP-DRS-2500040_AE), dûment complété, daté et signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- **l'annexe financière** (DGFIP-DRS-2500040_BPU), dûment complétée par le titulaire ;
- **le présent cahier des clauses particulières et ses annexes** (DGFIP-DRS-2500040_CCP), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- **le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC)**, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en cours de validité ;
- **le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC)** approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- **l'offre technique** du titulaire.

Le marché constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

Les dérogations au CCAG-TIC ~~est~~sont données~~listées~~ à l'article 21 du présent CCP.

ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS

Le titulaire exécute les prestations dans le respect du présent document et selon les moyens décrits dans son offre technique.

3.1 – MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande, établi *via* l'application CHORUS, est adressé au titulaire obligatoirement par voie dématérialisée.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant dans l'annexe financière.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande peuvent être émis pendant la période ferme et les périodes de reconduction.

Le délai d'exécution applicable pour la réalisation des prestations est précisé dans le bon de commande pour chacune des prestations.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder une durée de douze (12) mois et devra être achevée au plus tard six (6) mois après la date de fin de validité du marché.

3.2 - MENTIONS DEVANT FIGURER SUR UN BON DE COMMANDE

La DGFIP adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date de commande ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du présent marché ;
- le code service exécutant – les coordonnées du service émetteur du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'objet et la description des prestations ;
- la désignation et le nombre d'unités d'œuvre commandées ;
- la date de début de la prestation et le délai d'exécution de la prestation ;
- le prix unitaire hors taxes et toutes taxes comprises des unités d'œuvre commandées ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;

- le montant de la TVA ;
- le service à contacter pour toute information relative à la commande ;
- la désignation du service facturier auquel les factures devront être adressées.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour présenter ses remarques et observations sur la rédaction du bon de commande. La DGFIP rédige le cas échéant un bon de commande rectificatif, qui annule et remplace le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

ARTICLE 4 - VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ATTESTATION DU SERVICE FAIT

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux dispositions contractuelles.

Les prestations de maintenance et de support font l'objet d'un procès-verbal de réception adressé au titulaire, sous forme dématérialisée, à l'échéance de chaque trimestre.

Tout manquement à l'exécution des prestations peut donner lieu à l'application de pénalités (cf. article 15 du présent document).

ARTICLE 5 - ÉVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

En application de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, pendant l'exécution du marché et dans la limite de l'objet du marché, la DGFIP peut proposer au titulaire des modifications ou accepter des modifications qui lui seraient proposées portant sur le périmètre des prestations fournies.

Outre les cas prévus aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

L'avenant porté par la DGFIP est transmis au titulaire *via* la PLACE, avec ou sans modification de l'annexe financière.

ARTICLE 6 - PRIX

6.1 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix figurent pour chaque prestation, sur l'annexe financière DGFIP-DRS-2500040_BPU, et sont exprimés en euros en hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) avec deux (2) décimales. Ils s'entendent tous frais compris.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire.

Les prix sont unitaires, fermes et actualisables.

6.2 – MODALITÉS D'ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la durée maximale du marché. Ils sont actualisés s'il s'est écoulé plus de trois mois entre la date de dépôt de l'offre par le titulaire et la date de prise d'effet du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,40 + 0,60 \times (CPF\ 58.2 / CPF\ 58.2_o)]$$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 58.2 = valeur de l'indice correspondant au trimestre du troisième mois précédant la date de prise d'effet du marché ou, s'il n'est pas encore définitif, au dernier indice publié¹ ;

CPF 58.2_o = valeur de l'indice correspondant au trimestre du mois de la date limite de dépôt de l'offre par le titulaire ou, s'il n'est pas encore définitif au dernier indice publié, au trimestre précédent² ;

CPF 58.2 : indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Édition de logiciels (identifiant 010766522).

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

– si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

1 Y compris indice non définitif.

2 Y compris indice non définitif.

– si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d’une unité (arrondi par excès).

Le coefficient d’actualisation final est arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi actualisés sont arrondis au centième supérieur conformément à la présentation de l’annexe financière.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n’ont pas à être constatés par avenant.

ARTICLE 7 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 – FACTURATION

La facturation est effectuée trimestriellement à terme échu.

7.2 – TRANSMISSION DES FACTURES

En application des articles L. 2192-1 à L. 2192-7, D. 2192-1 à D. 2192-2 et R. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique, *via* le portail public de facturation Chorus pro, soit en saisissant les données de facturation soit en déposant directement les fichiers au format *.pdf* sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

En application de l’article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les factures doivent porter, outre les mentions légales prévues à l’article 242 nonies A de l’annexe II du Code général des impôts (CGI), les indications suivantes :

- la date d’émission de la facture ;
- le numéro de la facture, à caractère unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l’émetteur de la facture ;
- les noms, adresse et numéro SIRET du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire du titulaire tel que précisé dans l’acte d’engagement ;
- le nom du service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du service destinataire de la facture ;
- le code d’identification du service exécutant en charge du paiement ;
- le numéro d’engagement juridique Chorus (court) et la date du présent marché ;
- le numéro du bon de commande Chorus ;
- la date de livraison des fournitures ou d’exécution des prestations ;
- la nature et les quantités des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- le montant total hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- le montant total toutes taxes comprises (TTC).

Les factures sont libellées au nom du service bénéficiaire de la DGFIP et transmises *via* le portail Chorus pro au service facturier du Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) – Centre de gestion financier – Bâtiment Necker – Télédocus 716 – 120, Rue de Bercy – 75 572 PARIS Cedex 12 Finances, dont le code est **FAC9470075**.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

En application de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique, en cas de recours à la sous-traitance, si le montant dû au(x) sous-traitant(s) est égal ou supérieur à 600 euros TTC, les factures de ce dernier doivent également indiquer :

- la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire du marché ;
- le numéro de SIREN du sous-traitant.

En rappel, dans le cadre d'un groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement au service ayant passé la commande.

ARTICLE 8 - DÉMATÉRIALISATION

Les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

– soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format .pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;

– soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

ARTICLE 9 - RÈGLEMENT

9.1 – PAIEMENT

Les paiements sont effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond à la plus tardive de ces deux dates :

- soit à la date de réception de la facture ;
- soit à la date du procès-verbal attestant du service fait.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès verbal de réception émis par les services de la personne publique.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

9.2 – INTÉRÊTS MORATOIRES

En application des articles L. 2192-12, L. 2192-13 et R. 2192-31 à 36, D.2192-35 et D. 2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en application de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - ORGANISATION DU TITULAIRE

10.1 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

Tout nouveau sous-traitant pressenti pour réaliser une prestation doit obligatoirement être déclaré à la DGFIP avant le début de la prestation. Le titulaire adresse alors le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance (DC4) accompagnés des pièces justificatives prévues à cet effet attestant de ses capacités professionnelles et financières.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations y compris en cas de recours à la sous-traitance.

La non-présentation d'un sous-traitant à la DGFIP entraîne l'application de la pénalité mentionnée à l'article 15-3 du présent document.

Le contrat de sous-traitance peut être demandé par la DGFIP.

10.2 – GROUPEMENT

Le titulaire du marché peut être un groupement solidaire ou conjoint.

Quelle que soit la forme du groupement, la DGFIP demande à disposer d'un référent qui le représente lors des réunions pour assurer la mission d'interlocuteur unique (cf. article 23 du présent document).

Cet interlocuteur unique, le mandataire, est désigné par les membres. Il a pour mission de les représenter et dispose de tous pouvoirs d'action.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 – DROITS DU TITULAIRE

11.1.1 – Avance

Le titulaire bénéficie, sauf refus de sa part sur l'acte d'engagement, de l'avance prévue aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-7 et R.2191-10 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprises mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et 12 du Code de la commande publique.

11.1.2 – Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

L'agent de l'État compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique est désigné dans l'acte

d'engagement. Les coordonnées du comptable en charge du paiement figurent à l'article 7.2 du présent document.

11.1.3 – Garantie à première demande ou caution

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle.

11.2– OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire informe la DGFIP de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent marché.

Le titulaire fournit à la DGFIP l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à la DGFIP, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

Le titulaire s'engage par ailleurs à informer la DGFIP des dates de fins de support des versions et de mise à jour des nouvelles versions.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE LA DGFIP

12.1 – SÉCURITÉ

La DGFIP assure au personnel du titulaire, appelé à intervenir dans ses locaux, des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

La DGFIP informe le titulaire des consignes de sécurité propres aux locaux et veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée de l'intervention dudit personnel. ~~de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.~~

12.2 – ENVIRONNEMENT LOGISTIQUE

La DGFIP assure l'accès de ses installations et des matériels disponibles au titulaire lors de ses interventions sur site.

La DGFIP informera le titulaire des conditions d'accès au site en début de marché.

ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITÉ

Chaque partie considère comme strictement confidentiels et s'interdit de divulguer toute information donnée, formule technique ou concept dont elle pourra avoir connaissance à l'occasion du présent marché, pendant la durée d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité y compris après l'expiration du présent marché et à l'ensemble des personnes associées (salariés, sous-traitants).

Pour l'application de la clause, le titulaire répond de ses salariés et de ses sous-traitants comme de lui-même.

Le titulaire toutefois ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public ou s'il en avait connaissance ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre notamment les pertes de bénéfice, chiffre d'affaires, données ou usage de celles-ci, encourus par l'autre partie ou un tiers.

Le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, ne pourra excéder, pour chaque période de validité du marché, tous dommages confondus, une fois le montant hors taxe du marché pour l'année en cours.

~~Sauf disposition contraire d'ordre public, la responsabilité pour dommages directs du titulaire au titre des présentes ne saurait excéder le montant exécuté du marché.~~

Cette limite ne s'applique pas aux dommages corporels (incluant le décès) et aux dommages aux biens matériels, mobiliers et immobiliers, pour lesquels le titulaire est légalement responsable.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS

Des pénalités peuvent être mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché dans les conditions définies aux paragraphes suivants.

Les pénalités peuvent être cumulables et sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles.

15.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD ET DÉFAUT DE PRISE EN COMPTE DES ANOMALIES

En cas de dépassement des délais prévus à l'article 24 du présent document, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = M \times R/90$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

M = prix en € HT de la prestation figurant sur l'annexe financière.

R = nombre de périodes de 4 heures de retard.

15.2 – PÉNALITÉS POUR INDISPONIBILITÉ DU LOGICIEL

Lorsque l'usage du produit est tenu pour indisponible en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par la DGFIP et en présence d'une anomalie de sévérité 1 ou 2 décrite à l'article 24 du présent CCP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times J / 90$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = prix en € HT de la prestation figurant sur l'annexe financière.

J = nombre de périodes d'indisponibilité au-delà du délai contractuel : Chaque période commencée est décomptée.

Niveau de criticité	Durée d'une période
Niveau 1	1 jour
Niveau 2	2 jours ouvrés
Niveau 3	5 jours ouvrés
Niveau 4	15 jours ouvrés

15.3 – PÉNALITÉ POUR SOUS-TRAITANCE NON DÉCLARÉE

La non présentation d'un sous-traitant à la DGFIP pour acceptation entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de cent-cinquante (150) € HT par jour ouvré de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant jusqu'au jour de la déclaration réalisée auprès de la DGFIP au moyen du formulaire DC4.

15.4 – PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS

Le montant des pénalités encourues par le titulaire ne pourra pas dépasser 30 % du montant total TTC des prestations de maintenance pour la période annuelle en cours à la date du fait générateur de la pénalité.

15.5 – IMPUTATION DES PÉNALITÉS

Les éventuelles pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 16 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois la DGFIP se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- Une pénalité égale à 10 % du montant hors taxe des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- La résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC.

ARTICLE 17 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L.1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R.1263-12 et R.1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations.

Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la DGFIP tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;

– la propre information de son personnel et celle de la DGFiP sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG-TIC, la DGFiP se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION

En dehors des causes de résiliation prévues dans le CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché, la résiliation du marché peut être effectuée en cas de non fourniture périodique des pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail. Dans cette dernière situation le marché est résilié aux torts du titulaire dans les conditions de l'article 50 du CCAG/TIC.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrés.

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la résiliation jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire *via* la PLACE.

ARTICLE 19 - GESTION DES DIFFÉRENTS ET DES CONTENTIEUX

En cas de différend(s) entre le titulaire et la DGFiP dans le cadre du présent marché public, il est fait application de l'article 55 du CCAG-TIC.

19.1 – RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENTS INTÉGRANT LE RECOURS À LA MÉDIATION INTERNE

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze (15) jours ouvrés. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai de deux (2) mois, prescrit par l'article 50 du CCAG-TIC pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties peuvent saisir le médiateur des entreprises *via* le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties peuvent alors saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties peuvent néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

19.2 – JURIDICTION COMPÉTENTE

À défaut de règlement amiable, tout litige survenant entre la DGFIP et le titulaire sera porté devant le tribunal administratif suivant :

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93100 MONTREUIL

Téléphone : 01.49.20.20.00

Télécopie : 01.49.20.20.99

Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de la décision faisant grief. Le recours précontractuel avant signature du marché s'effectue selon les dispositions de l'article L.551-1 du code de justice administrative.

ARTICLE 20 – LANGUE ET MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. L'ensemble des documents remis dans l'offre sont en français. Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 2021 DES MARCHES PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Article du présent document	Article du CCAG/TIC 2021 auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
Article 2	4	Ordre de priorité des documents contractuels
Article 4	30-32	Opérations de vérification des prestations
Article 15	14	Pénalités
Article 19	55	Règlement des différends

ARTICLE 22 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « DGFIP-DRS-2500040_Annexe 2 CCP-clauses RGPD.pdf ».

ARTICLE 23 – LES INTERVENANTS AU MARCHÉ

23.1 – LES INTERVENANTS DU TITULAIRE

23.1.1 – Interlocuteur unique

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique à même de le représenter durant toute la durée du marché.

23.1.2 – Interlocuteurs techniques

Le titulaire fournit à la DGFIP la liste des interlocuteurs techniques assurant la réalisation des prestations définies à l'article 24 du présent document.

Le titulaire fournit également dans son offre les références et les qualifications détenues par ces interlocuteurs.

Ces derniers ont la maîtrise de la langue française aussi bien à l'oral qu'à l'écrit.

Le titulaire désigne un référent technique qui est joignable sur une adresse courriel et numéro de téléphone dont les coordonnées sont communiquées au plus tard cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification du marché.

En cas de modification d'interlocuteur, le titulaire avise la DGFIP dans les meilleurs délais.

23.2 – LES INTERVENANTS DE LA DGFIP

La DGFIP désigne en début d'exécution les interlocuteurs techniques en relation avec le titulaire. La DGFIP peut modifier sa liste à tout moment en faisant parvenir au titulaire une notification de ce changement.

La liste de ces contacts d'assistance fera l'objet d'une transmission par écrit (courrier électronique) au titulaire lors de la notification du marché.

La division achats du DRS est l'interlocuteur en charge du suivi administratif du marché.

ARTICLE 24 - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues consistent dans la maintenance et le support des licences Cognos BI acquises par la DGFIP pour les produits suivants :

- IBM Cognos Analytics Administrator (UO1) ;
- IBM Cognos Analytics Explorer (UO2).

Un état du parc est communiqué à titre indicatif en annexe 1 du présent document.

Le titulaire s'engage à assurer le maintien en bon état de fonctionnement des logiciels dans les conditions définies ci-après.

Les prestations consistent en la fourniture par le titulaire de prestations de :

- maintenance corrective ;
- maintenance évolutive ;
- téléassistance.

24.1 – MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective est organisée de la manière suivante :

24.1.1 – Processus d'intervention

Les appels sont adressés au centre de support technique dont les coordonnées sont fournies par le titulaire.

Le service de support technique, assistance du titulaire, fonctionne les jours ouvrés (Du lundi au vendredi, jours fériés exclus) pendant les heures ouvrées (de 8 heures à 18 heures), en France métropolitaine, pour les problèmes non critiques (Sévérité 2/3/4) et 24 h/24, 7 j/7 pour les problèmes critiques (Sévérité 1).

Les sévérités des anomalies sont définies de la manière suivante :

Sévérité	Impact	Exemple
<u>Sévérité 1</u>	<u>Situation critique</u> : système arrêté. Un élément logiciel ne fonctionne pas dans un environnement de production.	Un serveur de messagerie est arrêté et tous les utilisateurs sont impactés
<u>Sévérité 2</u>	<u>Impact sévère</u> : un composant logiciel ne fonctionne pas correctement et son utilisation est très limitée. L'impact fonctionnel est significatif.	Un écran d'erreur apparaît systématiquement lorsqu'une fonction est activée.
<u>Sévérité 3</u>	<u>Impact modéré</u> : un composant non-critique ne fonctionne pas correctement. Son utilisation est limitée. L'impact fonctionnel est limité.	Une station client ne peut se connecter à son serveur.
<u>Sévérité 4</u>	<u>Impact minimal</u> : un composant logiciel non critique est non satisfaisant. L'impact	La documentation est incorrecte. Une documentation supplémentaire est

	fonctionnel est minimum. Une réponse non technique est attendue.	demandée.
--	--	-----------

Les délais de prise en compte des anomalies sont les suivants :

Niveau de sévérité	Délai de prise en compte du problème	Délai maximum de résolution	Pour rappel : période d'intervention du service d'assistance
Problème logiciel de sévérité 1	2 heures ouvrées à compter de la prise d'appel	< 1 jour	24 h/24 et 7 j/7
Problème logiciel de sévérité 2	2 heures ouvrées à compter de la prise d'appel	< 2 jours ouvrés	Du lundi au vendredi aux heures ouvrées
Problème logiciel de sévérité 3	2 heures ouvrées à compter de la prise d'appel	< 5 jours ouvrés	Du lundi au vendredi aux heures ouvrées
Problème logiciel de sévérité 4	2 heures ouvrées à compter de la prise d'appel	< 15 jours ouvrés	Du lundi au vendredi aux heures ouvrées

Les délais de prise en compte et délais maximum de résolution sont calculés, dans la période d'intervention retenue, à compter de la saisine du titulaire par la DGFIP.

En cas de non-respect des délais de prise en compte et de résolution, le titulaire encourt l'application de pénalités, dont la formule de calcul est fournie dans le présent document (Article 15).

Dans les quatre cas évoqués ci-dessus, les délais pour la fourniture d'une solution temporaire de contournement et les délais de résolution sont indiqués dans l'offre du titulaire.

La DGFIP peut donner son accord express pour que la correction définitive soit fournie dans le cadre d'une mise à jour mineure du logiciel.

Afin de suivre le traitement des anomalies, le titulaire propose une solution de ticketing et d'outils de suivi ou a minima un tableau de reporting du suivi des incidents et des demandes, dont la périodicité est adaptée au niveau de criticité de l'incident.

Le titulaire décrit dans son offre le processus d'escalade mise en place, les intervenants sollicités et les délais de prise en compte en cas de nécessité d'expertise technique particulière.

24.1.2 – Modalités d'intervention

Le titulaire fournit à la DGFiP un accès à l'ensemble des notes techniques **via le site précisé dans son offre.**

À la suite de la détection d'un dysfonctionnement, la DGFiP fournit un constat du problème logiciel en la forme requise par le titulaire, précisée dans son offre, et fournit toutes les informations nécessaires au titulaire pour la reproduction et/ou la correction du problème logiciel.

24.2 – MAINTENANCE ÉVOLUTIVE

Toutes les améliorations développées sur les logiciels font l'objet de mises à jour ou de nouvelles versions. Le titulaire fournit à la DGFiP l'accès, au fur et à mesure de leurs parutions, aux mises à jour ou nouvelles versions des logiciels, dès que celles-ci sont disponibles sur le marché.

Les nouvelles versions ou mises à jour sont disponibles, par téléchargement, à partir du site précisé par le titulaire dans son offre. Le titulaire décrit précisément la procédure à suivre pour cette opération au travers d'une documentation appropriée qui sera renouvelée à chaque modification de la procédure.

Dans le cadre d'une évolution envisagée, le candidat communique à la DGFiP le plus en amont possible une description de ces évolutions.

Concernant la documentation, celle-ci est rédigée en français et disponible en version numérique par téléchargement. Par exception, lorsque une version en français n'est pas disponible, la documentation sera fournie en langue anglaise.

24.3 – TÉLÉASSISTANCE

La DGFiP peut contacter le centre de téléassistance du titulaire, tous les jours ouvrés, aux heures ouvrées, pour poser toutes les questions qu'elle désire concernant les problèmes logiciels qu'elle a pu rencontrer lors de l'utilisation du ou des logiciels.

ARTICLE 25 - CONCESSION DE DROIT D'USAGE DE LOGICIELS ET ÉTENDUE DES DROITS CONCÉDÉS

Dès lors que les logiciels font l'objet de la maintenance commandée au titre du présent marché, le titulaire autorise la DGFiP à utiliser et faire utiliser toute nouvelle version mineure ou majeure distribuée par l'éditeur pendant la durée de la maintenance et pour la quantité de logiciels commandée, que la personne publique ait téléchargé la nouvelle version ou non.

Ce droit consiste en une concession de droit d'usage de la nouvelle version du logiciel concerné, incessible, pour le territoire français et pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

25.1 – INTERDICTION DE CÉDER LES LOGICIELS

La DGFiP s'interdit toute cession, sous quelque forme que ce soit, du logiciel objet du présent marché, ainsi que la distribution du logiciel à des tiers.

L'utilisation du progiciel est réservée exclusivement à ses préposés ou aux personnes qu'elle a agréées (y compris le cas échéant des prestataires titulaires d'un marché public) pour en faire usage dans ses locaux conformément à ses attributions. En aucun cas, ce progiciel ne peut être fourni en temps partagé ou en infogérance à des utilisateurs extérieurs sans la permission écrite préalable du titulaire.

25.2 - AUTORISATION DE COPIER

La DGFIP peut copier le progiciel fourni par le titulaire à fins d'installation, de maintenance ou de sauvegarde. (Par copie de sauvegarde on entend : nécessaire à la préservation de l'utilisation du progiciel. Cette copie ne pouvant être utilisée qu'en cas d'indisponibilité du programme d'ordinateur).

La DGFIP s'engage à faire figurer sur toutes les reproductions du progiciel la mention du copyright, conformément aux instructions données par le titulaire dans son annexe technique.

La résiliation de la licence entraîne celle de l'autorisation de copier et oblige la personne publique à retirer de tout ensemble progiciel distinct tout ce qui appartient au progiciel de la licence résiliée.

Tout élément du progiciel inclus par la personne publique dans un ensemble progiciel distinct reste soumis à toutes les dispositions du présent marché.

La documentation fournie par le titulaire, qu'elle soit imprimée, sous forme de microfiches ou sous toute autre forme non lisible en machine, ne peut être reproduite.

25.3 – DÉCOMPILOATION

Le désassemblage et la décompilation sont autorisés dans le seul but de faciliter l'interopérabilité et à condition de se limiter aux éléments de programmes qui sont utiles à la réalisation de cet objectif.

Le droit de décompilation est strictement encadré par les dispositions de l'article L. 122.6.1.IV du Code la Propriété Intellectuelle.

25.4 – PERTE OU DÉTÉRIORATION

Si une clé logicielle est perdue ou inutilisable, le titulaire s'engage à en fournir une nouvelle à la DGFIP.

25.5 – OBLIGATION DU TITULAIRE

D'un commun accord les parties conviennent que le titulaire est soumis à une obligation de moyens dans l'exécution de ses prestations, sauf en ce qui concerne la livraison et l'engagement du respect des délais d'intervention en cas d'indisponibilité du progiciel qui relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 26 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

26.1 – DÉMATÉRIALISATION DES LIVRABLES ET DÉPLACEMENTS

a) Tous les documents (livrables) doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

b) Le titulaire limite les déplacements physiques et privilégie les échanges par voie dématérialisée et les visioconférences.

26.2 – TRANSMISSION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article [L. 229-25 du Code de l'environnement](#) et du décret n° 2022-982 du 1^{er} juillet 2022 relatif au BEGES, de communiquer à la DGFIP leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de deux (2) mois après la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Un nouveau BEGES (et plan de transition) est communiqué à la DGFIP si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

26.3 – RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

– déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). À ce titre le titulaire s'assure également du respect et de la conformité des produits à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances),

– l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

Dans tous les cas et sur simple demande, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire en court, d'une part, les sanctions prévues par la

réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

ARTICLE 27 - CLAUSE SOCIALE : ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU PRÉSENT MARCHÉ

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L. 2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Annexe 1 : État du parc

A titre informatif, et sans que cela n'engage la DGFIP, l'état du parc à date de la publication du marché est le suivant :

- IBM Cognos Analytics Administrator = 40 licences
- IBM Cognos Analytics Explorer = 1 900 licences